



Monsieur le Président,

Ce CDAS est la première convocation suite aux élections professionnelles de 2018. Nous souhaitons la bienvenue à tous les nouveaux représentants dans cette instance.

Malgré tout, ce CDAS se tient dans un contexte social extrêmement tendu. Les conflits en cours à la DGFIP, à la Douane et à la CCRF sont les révélateurs d'un profond malaise dans les services des ministères économiques et financiers.

Au-delà de ces réformes, c'est bien une attaque sans précédent contre l'ensemble des fonctionnaires qui est à l'oeuvre. La logique budgétaire qui sous tend toutes les décisions gouvernementales concernant les fonctionnaires touche de plus en plus les agents, jusque dans leur vie personnelle. L'action sociale doit jouer un rôle incontestable d'amortisseur social, notamment pour les agents les plus défavorisés (actifs ou retraités).

Or, à nouveau le budget 2019, contrairement au projet présenté fin 2018, apparaît amputé d'une réserve de 5 %.

Les gouvernements changent pas les pratiques.

Nous refusons, encore et toujours, que les agents soient la variable d'ajustement.

C'est pourquoi nous demandons la levée immédiate de cette réserve budgétaire.

L'actualité du Brexit devrait fortement impacter les implantations douanières, avec déjà la création de notamment la direction nationale garde-côtes des douanes et pour conséquence une augmentation du nombre d'agents gérés dans les délégations et des problématiques de restauration dont celle de la création de coins repas.

L'intersyndicale 76 demande l'abondement des crédits d'action locale de Seine-Maritime.

L'intersyndicale 76 rappelle qu'une politique d'action sociale ministérielle ambitieuse et de qualité, doit nécessairement passer par le maintien d'une action sociale départementale avec les effectifs et moyens en nombre suffisant.

Nous demandons que le poste d'assistant de délégation libre depuis le mois de janvier soit pourvu au plus vite. Nous nous interrogeons sur la date de parution de la fiche d'appel à candidature.

Les représentants de l'intersyndicale 76 resteront vigilants à ce que les orientations de la Note d'Orientation Ministérielle n'aillent pas au contraire de l'intérêt des agents.

La lettre de mission de Mme WALTERSKI ne nous rassure pas, ni les audits en cours.

Nous rejetons d'ores et déjà les restrictions budgétaires des dotations qui vont en découler et nous resterons vigilants à l'existence d'une action sociale départementale au plus près des agents.

Nous réaffirmons notre attachement à une action sociale de qualité et qui réponde aux attentes et aux besoins de tous les agents.

Les représentants de l'intersyndicale réaffirment également leur volonté de garantir l'action sociale comme une priorité des politiques ministérielles.